

En quoi le scénario Négawatt gêne-t-il le mouvement antinucléaire ?

Pourquoi cette question ?

Certains militants antinucléaires considèrent que le scénario Négawatt ouvre des perspectives en montrant qu'il est possible de se passer du nucléaire à horizon d'une vingtaine d'années. Cette vision d'un scénario énergétique qui, s'il était appliqué, conduirait progressivement à l'arrêt du nucléaire nous entraîne sur une fausse piste. Elle conduit à considérer qu'il suffirait d'une démarche rationnelle, de mise en œuvre des meilleures solutions énergétiques disponibles, pour résoudre un problème qui dépasse de loin le domaine de l'énergie. Or les raisons profondes pour lesquelles le nucléaire a été imposé à la société française ne sont pas énergétiques.

Tous les antinucléaires bien informés savent que c'est le choix d'avoir une arme nucléaire toujours plus moderne qui conduit à soutenir l'industrie nucléaire. Le nucléaire civil est industriellement, économiquement et socialement nécessaire à l'atome militaire.

Il sert aussi de levier d'influence géopolitique pour les principaux États nucléarisés et nucléaristes. Ceux-ci sont en concurrence pour le vendre (ou l'offrir !) à d'autres États qui deviennent alors leurs obligés pour leur entrée dans la sphère des « grandes puissances modernes ».

Ce n'est donc pas un scénario énergétique qui suffira à entraîner l'arrêt du nucléaire.

Mais comme certaines idées reçues sur l'énergie ont la vie dure, il importe d'explicitier ce qu'est le scénario énergétique Négawatt, qui l'a conçu et pour quels objectifs. Et auparavant, il est nécessaire de situer l'énergie nucléaire dans un contexte au moins européen, puisque désormais l'électricité est une marchandise qui s'échange à cet échelon.

Y a-t-il des « alternatives » à la production d'électricité nucléaire ?

Depuis des décennies ceux qui ont mis en place le nucléaire dit civil ont cherché à persuader les populations concernées, en France en particulier, que cette forme d'énergie était nécessaire pour satisfaire leur consommation d'électricité et donc leur confort, tout en assurant l'indépendance énergétique du pays.

Il est donc fortement ancré dans les esprits que la France ne peut pas se passer de nucléaire civil sauf à manquer d'électricité ou à mettre en péril son indépendance énergétique.

Et nous nous confrontons régulièrement à la question : « y a-t-il des alternatives à l'énergie nucléaire ? ».

C'est pourtant un faux problème.

Dans le milieu du nucléaire, la question ne se pose pas en ces termes. L'ASN a souvent dit qu'un défaut générique sur les réacteurs français pouvait obliger à les arrêter (sous-entendu, il faut bien que les solutions de remplacement existent).

Lors de son audition à l'Assemblée nationale un dirigeant de RTE (réseau de transport d'électricité, filiale d'EDF) avait affirmé que cette entreprise saurait s'adapter à toute politique énergétique (comprendre, même celle consistant à arrêter le nucléaire).

Et de nombreux pays d'Europe n'ont jamais eu ou n'ont plus recours à l'énergie nucléaire pour produire l'électricité qui leur est nécessaire. Depuis plusieurs années, la part du nucléaire dans la production d'électricité ne cesse de diminuer en Europe : aujourd'hui moins du quart de l'électricité produite, et environ 5 % de l'énergie finale consommée, alors que les renouvelables fournissent près de 35 % de l'électricité produite.

Quant aux 72 % d'électricité nucléaire de la France (basés sur de l'uranium entièrement importé, sauf pour le MOX), ils ne représentent qu'à peine 18 % de la consommation finale tous usages et énergies confondus. Les enjeux énergétiques liés au nucléaire sont donc limités et il n'y a pas d'obstacle technique insurmontable pour la mise à l'arrêt complet et définitif de la totalité du parc nucléaire français dans le cadre du marché européen de l'électricité.

Par ailleurs les « alternatives crédibles » à la production d'électricité nucléaire ne manquent pas.

Mais elles ne peuvent se développer tant que la priorité absolue est donnée au nucléaire. Or c'est ce

choix absolument catastrophique, aussi bien pour la santé publique que pour l'économie, que maintiennent depuis plusieurs décennies les gouvernements successifs de la France. La vraie question qui se pose n'est donc pas celle des « alternatives » au nucléaire mais bien celle des alternatives à une forme d'État a-démocratique qui fait prendre des risques énormes à la population en poursuivant dans cette voie sans issue.

Et le dérèglement climatique ?

Après la fable du nucléaire nécessaire pour satisfaire nos consommations d'électricité, assurer notre confort et garantir notre indépendance énergétique, le nouveau piège tendu aux antinucléaires est celui du dérèglement climatique. Le but est de diaboliser l'utilisation du gaz et surtout du charbon qui, au niveau planétaire, est le principal concurrent actuel du nucléaire du fait du bas coût de l'électricité produite, de l'importance des gisements et de leur bonne répartition.

Le nucléaire est donc présenté, depuis les années 70 au moins, comme une énergie « propre » puis « décarbonée » (ou non émettrice de gaz à effet de serre), ce qu'elle n'est évidemment pas. Notons au passage que les centrales nucléaires sont, parmi les centrales thermiques, celles dont le rendement thermodynamique est le plus faible (de l'ordre de 30 % alors que les meilleures centrales à charbon ont un rendement de 45 % et les meilleures centrales à gaz de 60 %). Ce sont donc les centrales nucléaires qui dégagent le plus de chaleur dans l'environnement (et souvent de vapeur d'eau) par kWh produit. Et ce sont elles qui produisent les perturbations climatiques locales les plus importantes.

Mais le mythe du nucléaire propre, car décarboné, perdure. A tel point que certains ont même imaginé de remplacer la totalité des combustibles fossiles par du nucléaire (scénario Négatep).

Qu'est-ce qu'un scénario énergétique, à quoi et à qui peut-il servir ?

Dans le monde de l'énergie, de nombreux scénarios énergétiques ont été étudiés depuis une cinquantaine d'années, soit pour répondre à une demande de décideurs politiques (scénarios de l'ADEME par exemple), soit pour peser dans un débat politique au moment où des choix importants devaient être faits et des alliances nouées entre partis politiques (par exemple Plan Alter du groupe de Bellevue soutenu par le PSU au milieu des années 70).

Si elle répond à une demande de décideurs politiques, l'élaboration de scénarios énergétiques doit permettre d'examiner différentes trajectoires ou combinaisons possibles pour atteindre un objectif précis à un horizon donné. Et la maîtrise technique de l'équilibre entre offre et demande d'électricité, basée sur la simulation heure par heure jusqu'à 2050 (telle que présentée dans le scénario Négawatt), sans aucune prise en compte des aléas politiques ou autres, relève du fantasme. Pour avoir des chances d'être mis en œuvre, un scénario énergétique doit s'inscrire dans le cadre d'une politique préalablement définie, en tenant compte du contexte technique, économique et social du moment.

Dès lors, on peut se demander quel est le statut du scénario Négawatt puisqu'il ne répond pas à une demande des décideurs politiques à l'échelon national.

Qu'est-ce que Négawatt ?

Négawatt est à la fois une association loi 1901 ouverte à toute personne physique, un regroupement de professionnels impliqués dans la mise en œuvre de politiques énergétiques appliquées aux bâtiments et aux territoires (la « compagnie » des Négawatts), un organisme de formation (l'Institut Négawatt) et un scénario énergétique étudié par les membres de la compagnie des Négawatts. Le scénario Négawatt est né de la conjonction d'intérêts entre, d'une part ces professionnels de l'énergie dans le bâtiment, antinucléaires et de sensibilité écologique, et d'autre part des militants et des élus ou des candidats aux élections du parti « Les Verts » puis « Europe Ecologie les Verts ».

Ces derniers avaient besoin de présenter à leurs électeurs potentiels des propositions ou un nouveau programme sur la question énergétique française. Ces propositions devaient paraître sérieuses, et séduire au-delà de leur électorat traditionnel, dans un contexte d'alliances électorales avec le PS. Pour cela, la réduction des émissions de gaz à effet de serre a été mise en avant plutôt que l'arrêt du nucléaire.

En effet, la « lutte contre les émissions de gaz à effet de serre » est une « grande cause nationale » qui a fait l'objet d'accords internationaux, est présentée comme indiscutable et, surtout, ne met personne en cause en particulier.

Viser ouvertement l'arrêt de l'électronucléaire, par contre, revenait à s'attaquer à la propagande de l'État nucléariste et à s'opposer à ceux qui ont des intérêts directs ou indirects dans cette industrie. En effet, un certain nombre de Français dépendent économiquement du nucléaire, qu'ils soient salariés d'EDF, d'ORANO ou d'entreprises sous-traitantes, ou qu'ils bénéficient de retombées financières (communes proches des centrales et des autres sites nucléaires, élus qui gèrent ces communes et les équipements construits avec l'argent du nucléaire, etc.).

Pourquoi le scénario Négawatt dessert la cause de l'arrêt du nucléaire

Négawatt est donc un scénario bâti sur l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et non un scénario de sortie ou d'arrêt du nucléaire (selon les auteurs du *Manifeste Négawatt*, page 207 de l'édition 2011, « *l'arrêt du nucléaire n'est pas une fin en soi* » et « *l'arrêt de la production nucléaire ne doit pas avoir pour conséquence l'augmentation des énergies fossiles* »). La sortie du nucléaire, nécessaire pour satisfaire l'électorat écologiste, n'est même pas mentionnée dans le triptyque « sobriété, efficacité, renouvelables ». L'arrêt à terme des centrales nucléaires est juste présenté comme une conséquence des économies d'électricité et de la montée en puissance des énergies renouvelables.

Pourtant, à ce jour, aucune centrale nucléaire n'a été définitivement arrêtée du fait de la réduction de la consommation ou de l'augmentation de la production d'origine renouvelable. Lorsque l'électricité produite en France excède la demande, la solution retenue est d'exporter plutôt que d'arrêter les réacteurs nucléaires. Ainsi l'équivalent de la production de 6 à 8 réacteurs est vendue à bas prix aux pays limitrophes, disqualifiant ainsi d'autres formes de production moins polluantes et moins risquées ainsi que les techniques économes en électricité.

Le premier reproche que nous faisons à ce scénario est donc d'avaliser la propagande nucléaire en laissant croire, primo, que le nucléaire civil est nécessaire pour satisfaire nos besoins énergétiques et, secundo, qu'il est indispensable à la lutte contre le réchauffement climatique.

Le scénario Négawatt renforce l'idée que la priorité des priorités serait, en France, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, quitte à différer l'arrêt du nucléaire, ou même à y renoncer. Cela revient à nier les effets délétères de la radioactivité sur la santé des travailleurs et des riverains des installations, à minimiser la gravité de l'hyper-centralisation, des mensonges et du culte antidémocratique du secret, et à considérer que cette industrie n'est finalement pas si catastrophique que ça. Dans ces conditions, on se demande bien pourquoi les membres de la compagnie des Négawatts se disent encore antinucléaires, en tout cas dans les conversations privées que l'on peut avoir avec eux.

Le deuxième reproche que nous pouvons faire à ce scénario est de ne pas identifier clairement les freins qui s'opposent objectivement aux mesures de sobriété et d'efficacité énergétique qu'il propose. Ces freins n'étant pas levés, et les mesures proposées pas mises en œuvre à grande échelle, la fermeture des réacteurs serait repoussée aux calendes grecques.

Depuis la crise pétrolière de 1973 de nombreuses mesures d'économies d'énergie, de même nature que celles préconisées par le scénario Négawatt, ont été prises.

L'Agence française pour la Maîtrise de l'Énergie (AFME) créée en 1981 lors de l'arrivée de la

gauche au pouvoir, puis devenue l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), est le « bras droit » de l'État pour accompagner les politiques de « sobriété, efficacité, renouvelables » bien qu'elles ne soient pas désignées de la sorte.

Son budget n'a cessé d'augmenter, son personnel également, les réglementations thermiques, les aides et les politiques d'économies d'énergie diverses se sont succédées. Pourtant, la consommation énergétique n'a elle aussi cessé d'augmenter (sauf ponctuellement lors des envolées du prix du pétrole, et plus récemment du fait de la désindustrialisation et des délocalisations de productions et services). La part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie n'a également cessé de croître (de l'ordre de 25 % en 2017). Et la part du nucléaire dans la production électrique française est aussi devenue prépondérante.

Certes, les mesures prises ont évité que la hausse de la consommation énergétique soit plus forte et ont permis que le parc de production électrique national soit en mesure de fournir la pointe de puissance due au chauffage électrique. Mais pour obtenir des résultats à la hauteur des ambitions du scénario Négawatt, il faudrait changer de méthode, à savoir arrêter de donner la priorité à la production par rapport à la maîtrise des consommations. Or les promoteurs du scénario Négawatt, bien qu'ils le disent, n'en tirent pas les conséquences pratiques. Pour le secteur de l'électricité, ils devraient mettre en avant l'arrêt du nucléaire, puisque c'est la priorité donnée à ce mode de production d'électricité très difficilement modulable qui conduit à l'augmentation des consommations au détriment de la sobriété, de l'efficacité et des renouvelables.

Les membres de la compagnie des Négawatts, en tant qu'énergéticiens du bâtiment et des territoires, constatent régulièrement que des opérations qu'ils conçoivent et suivent dans le temps ne remplissent pas les objectifs attendus en termes de performance énergétique et de production d'énergies renouvelables. Mais ils mettent l'accent sur les problèmes techniques et d'organisation pour expliquer ces « déboires », oubliant de préciser qu'ils sont dus essentiellement à des raisons structurelles et de conflits d'intérêts. En effet, les deux principales entreprises qui gèrent les équipements énergétiques des bâtiments et des collectivités, ainsi que les réseaux publics de distribution de gaz, d'électricité et de chaleur, sont des filiales à 100 % d'EDF (DALKIA, ENEDIS) et d'ENGIE (ex-GDF SUEZ, avec GRDF). En tant que vendeurs d'énergie et de transport d'énergie, ces entreprises n'ont aucun intérêt à ce que leurs clients fassent des économies d'énergie ou la produisent eux-mêmes, puisque leurs chiffres d'affaires et leurs marges dépendent de l'énergie consommée.

Les élus des collectivités territoriales ne trouvent rien à redire au maintien de cette situation de conflit d'intérêts, car EDF et ENGIE, opérateurs historiques, ont su tisser des partenariats qui arrangent les deux parties au détriment des clients finaux (locataires, propriétaires ou copropriétaires occupants des bâtiments), des contribuables... et de toute baisse de consommation énergétique.

Certes les membres de la compagnie des Négawatts ne sont pas responsables de cette situation, mais ils l'occultent, continuant à prétendre que des économies importantes d'énergie sont possibles sans s'attaquer aux conflits d'intérêts et au nucléaire. Tous leurs discours sont basés sur une approche technique abstraite et des calculs théoriques qui ne peuvent prendre en compte la réalité de terrain et les contraintes économiques déterminées par des choix politiques que les élus dont ils sont proches ne maîtrisent pas.

En réalité, le succès relatif du scénario Négawatt auprès d'un public plutôt écolo, qui raisonne à l'échelle individuelle, repose sur un double « mensonge par omission ».

- La « démarche Négawatt » de sobriété, d'efficacité énergétique et de valorisation des énergies renouvelables, qui peut avoir une certaine logique et un net intérêt à l'échelon d'un bâtiment (bien qu'elle soit loin de donner les résultats escomptés du fait des freins structurels indiqués précédemment), n'est d'aucune utilité pour ceux qui décident des modes de production d'électricité à l'échelon national.

- La « démarche Négawatt » ne peut être mise en œuvre, à grande échelle et de manière non

coercitive, qu'à condition que celui qui choisit une solution énergétique soit également celui qui fait l'investissement et en maîtrise la réalisation et l'exploitation pour en bénéficier au final. Or il y a très peu de domaines, même dans le bâtiment, où ces conditions peuvent être réunies. Et cette approche qui ne peut s'appliquer qu'à quelques secteurs particuliers de l'économie ne peut en aucun cas s'appliquer à la politique énergétique de la France.

En conclusion

Le scénario Négawatt a été conçu pour servir à un parti politique et à des élus ou candidats aux élections qui veulent montrer qu'ils peuvent agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en particulier à l'échelon local ou régional. Accessoirement il sert également de carte de visite à ceux qui l'ont conçu, pour se positionner sur le marché des études au service de politiques locales (par exemple plans climat énergie territoriaux, études pour les territoires à énergie positive ou « zéro carbone », études de projets d'aménagements et de constructions à basse consommation, etc.). Il ne peut pas servir à autre chose, et surtout pas aux groupes antinucléaires qui ne sont pas des groupes politiques.

C'est donc une erreur que les groupes antinucléaires en fassent la promotion et perdent ainsi de l'énergie militante car :

- 1 - ce scénario présente l'arrêt du nucléaire comme une conséquence d'une politique de sobriété, d'efficacité énergétique et de développement des renouvelables qui n'a aucune chance d'aboutir, l'expérience l'a montré ;
- 2 - indirectement, les conséquences du dérèglement climatique sont présentées comme plus graves que le nucléaire, ce qui banalise les effets des catastrophes atomiques et interdit tout recours accru et transitoire aux énergies fossiles (nouvelles centrales à charbon et à gaz en particulier) qui permettrait d'arrêter rapidement les réacteurs;
- 3 - vis-à-vis d'un public non décroissant, non écologiste, ce scénario n'est pas crédible, car tout le monde voit bien que la consommation énergétique des ménages augmente toujours, que nous sommes incités à l'accroître encore par des déplacements toujours plus nombreux et éloignés, que notre équipement en appareils domestiques et de communication est de plus en plus énergivore, que l'exigence de confort et de loisirs est toujours plus forte (climatisation, piscine, jacuzzi, etc.) ;
- 4 - vis-à-vis d'un public plutôt écolo, il détourne l'attention vers des actions jugées plus positives ou gratifiantes, c'est-à-dire censées apporter des opportunités de projets professionnels ou de vie conformes à ses convictions ;
- 5 - c'est un scénario énergétique et technique destiné aux politiques qui ne veulent pas remettre en cause l'hégémonie du nucléaire militaire et civil, ni toucher aux intérêts des entreprises de la filière et de leurs filiales.

En réalité, le scénario Négawatt risque de subir le même sort que le plan Alter du groupe de Bellevue au début des années 80, c'est-à-dire tomber dans les oubliettes de l'histoire en même temps que le parti politique qui l'avait porté se faisait absorber par le PS. La seule chose que l'on pourrait attendre de ses promoteurs, avant que l'essentiel de leur projet ne sombre avec la disparition d'EELV et du PS, c'est de transformer le slogan Négawatt en : « arrêt du nucléaire, arrêt des conflits d'intérêts, sobriété, efficacité, renouvelables ». Mais cela supposerait qu'ils ne s'attendent pas à des commandes politiques ou publiques !

Frelima Gambreva
Décembre 2018